

La Turquie : une puissance émergente qui n'a pas les moyens de ses ambitions

Par **Jana Jabbour**

Jana Jabbour, docteur en science politique, est enseignante à Sciences Po Paris.

La Turquie adopte une posture de plus en plus hostile aux pays occidentaux. Son activisme en Méditerranée orientale et en Libye en est l'illustration. L'agressivité d'Ankara ne doit toutefois pas être sur-interprétée. La Turquie émerge depuis quelques années comme une puissance moyenne en quête de reconnaissance qui souhaite diversifier ses partenariats. Elle n'a en revanche pas intérêt à se lancer dans une confrontation ouverte avec l'Occident. Elle n'en aurait d'ailleurs pas les moyens.

politique étrangère

À l'été 2020, la posture de plus en plus agressive de la Turquie sur la crise libyenne et sur les enjeux énergétiques en Méditerranée orientale a retenu l'attention de l'opinion internationale et suscité l'ire des pays européens, France en tête. Les déclarations polémiques du président turc à propos de la Libye – « ces terres où nos ancêtres ont marqué l'histoire »¹ –, les points marqués par Ankara en Tripolitaine, ainsi que l'activisme diplomatico-militaire de la Turquie en Méditerranée orientale ont démontré le pouvoir de nuisance de cette puissance régionale, et aggravé ses tensions avec l'Union européenne (UE) et l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN).

Bien que la diplomatie turque paraisse agressive, anti-occidentale, voire irrationnelle, le positionnement d'Ankara sur les crises du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, et les enjeux énergétiques en Méditerranée orientale, repose en réalité sur une doctrine stratégique et un objectif clairs : faire de la Turquie une puissance régionale majeure et un État pleinement souverain dont la conduite n'est dictée que par ses intérêts nationaux.

1. Déclaration du président Erdogan le 9 janvier 2020.

La Turquie, puissance moyenne émergente en quête de statut

L'expansionnisme régional turc sous le règne du Parti de la justice et du développement (AKP) et du président Erdogan est souvent interprété de façon réductrice comme le reflet d'une diplomatie « néo-ottomane » visant à restaurer la grandeur ottomane de la Turquie, et à reconstituer une sphère d'influence dans les territoires ayant jadis appartenu à la Sublime Porte. Les références de plus en plus nombreuses, dans le discours de l'AKP, à l'islam et à la civilisation islamique, le rapprochement d'Ankara vis-à-vis de la Russie et de l'Iran, les furieuses sorties d'Erdogan contre les dirigeants européens, ont contribué à nourrir ces soupçons de « néo-ottomanisme », et donné l'impression d'un changement d'axe de la diplomatie turque dans le sens d'une rupture avec l'Europe et l'Occident.

En fait, la diplomatie turque semble mue par des dynamiques plus complexes. Au tournant du XXI^e siècle, la Turquie a accédé au rang de puissance moyenne émergente. Elle mène donc une « diplomatie de puissance émergente », caractérisée par une affirmation de soi aiguë, une quête de statut à l'échelle internationale, et un désir d'indépendance et d'autonomie dans la conduite de ses relations internationales. En tant que puissance émergente, la Turquie suit une logique de diversification de ses relations et de son réseau de partenariats et d'alliances, afin de maximiser ses intérêts dans un monde multipolaire. En tissant des liens avec des acteurs antagoniques du système international (UE/Russie, Iran/Israël, OTAN/Russie/Iran), Ankara cherche à devenir un acteur incontournable des relations internationales.

L'affirmation accrue d'Ankara au Moyen-Orient et en Afrique du Nord rentre dans le cadre de cette diplomatie de puissance émergente. En adoptant une posture proactive, et en s'affirmant comme puissance régionale dans cette région clé pour les équilibres géopolitiques mondiaux, Ankara entend accroître son poids sur la scène internationale pour devenir un État-pivot et un acteur-clé de la gouvernance mondiale. En ce sens, le Moyen-Orient est conçu de façon instrumentale comme une zone d'influence, une arrière-cour et un tremplin, nécessaires pour l'affirmation de la Turquie comme puissance sur la scène internationale. D'où l'insistance des diplomates turcs, tout au long des années 2000, sur la métaphore du tir à l'arc : « Il faut concevoir notre politique au Moyen-Orient à travers la métaphore du tir à l'arc ; plus nous tirons fort au Moyen-Orient et plus loin nous atterrirons en Europe². » D'où leur insistance, aussi, sur la métaphore des cercles concentriques : la Turquie déploie sa stratégie de puissance

2. A. Davutoglu, *Profondeur stratégique. La position internationale de la Turquie* [en turc], Istanbul, Kure Yayinlari, 2001.

d'abord dans un premier cercle – le Moyen-Orient – pour rayonner, à partir de là, en Europe et dans le monde. En ce sens, dans la réflexion stratégique turque, la dimension régionale de la diplomatie est arrimée à la dimension globale ; la politique arabe de la Turquie est étroitement liée à la quête de statut et de puissance à l'échelle mondiale.

Un autre objectif stratégique guide la diplomatie d'Ankara : celui de faire de la Turquie un carrefour énergétique (*hub*) en Méditerranée³. Cette dimension énergétique est en effet cruciale pour comprendre le comportement d'Ankara sur la scène régionale et internationale. Économie émergente en pleine expansion, la Turquie connaît une forte croissance de sa demande énergétique, – d'environ 7 à 8 % par an –, alors qu'elle ne dispose que de très peu de ressources sur son territoire. Elle importe plus de 90 % de sa consommation totale d'hydrocarbures, ce qui entraîne une forte augmentation de sa facture énergétique et aggrave sa dépendance vis-à-vis de ses principaux fournisseurs, l'Iran et la Russie. Compte tenu de cet état de fait, la diplomatie turque est sous-tendue par un double objectif : d'une part assurer la sécurité énergétique du pays en diversifiant les sources d'importations et en tissant de bonnes relations avec les voisins riches en hydrocarbures (Irak, Qatar, Azerbaïdjan) ; d'autre part renforcer le positionnement de la Turquie en Méditerranée orientale, de façon à permettre au pays d'exploiter les nouvelles ressources d'hydrocarbures qui y sont découvertes, dans une zone délimitée au Nord par les côtes turques, à l'Est par les côtes syriennes, libanaises, israéliennes et la bande de Gaza, à l'Ouest par les îles grecques de Rhodes et de Crète, au Sud par les côtes égyptiennes, et au centre par l'île de Chypre⁴.

L'engagement d'Ankara en Libye et en Méditerranée orientale

C'est dans le cadre de cette réflexion stratégique que l'activisme diplomatico-militaire récent de la Turquie en Libye et en Méditerranée orientale prend tout son sens.

La Libye, champ de compensation pour une influence perdue en Syrie, et instrument pour satisfaire les ambitions énergétiques de la Turquie

Convoquant la mémoire de l'Empire ottoman, le président Erdogan engage la Turquie sur le terrain libyen dès avril 2019. Se portant au secours du Gouvernement d'accord national (GAN) du Premier ministre

3. J. Jabbour et N. Rebière, « La Turquie au cœur des enjeux géopolitiques et énergétiques régionaux », *Confluences Méditerranée*, n° 91, décembre 2014, p. 33-51.

4. Le bassin du Levant recèle une réserve d'environ 1,7 milliard de barils de pétrole et 3,45 billions de mètres cubes de gaz naturel, selon un rapport publié en 2010 par l'Institut d'études géologiques des États-Unis (USGS).

Fayez Al-Sarraj, Ankara s’immisce dans le conflit en Libye en fournissant une aide militaire importante au gouvernement de Tripoli. Forte de ses capacités militaires et de son réseau de supplétifs (*proxies*), la Turquie dépêche des mercenaires syriens en Libye⁵ et fournit armes, munitions, véhicules blindés, et drones aux forces de Sarraj pour les soutenir face aux forces assaillantes du maréchal dissident Khalifa Haftar, appuyées par les mercenaires russes du groupe Wagner. En août 2020, un centre de commandement commun à l’armée turque et aux services secrets turcs (MIT) est établi à Tripoli. Le soutien au GAN de Sarraj a été assez efficace pour renverser le rapport de forces sur le terrain : Haftar et ses alliés ont dû battre en retraite, pour se replier vers leurs bastions aux confins de la Tripolitaine et de la Cyrénaïque.

L’enjeu économique de la Libye

L’implication politique et militaire d’Ankara en Libye répond à plusieurs motivations d’ordre géostratégique et économique. D’une part, la Libye représente un chantier important pour les entreprises de construction turques, bien implantées dans le pays depuis l’ère Kadhafi. Ces entreprises, dont certaines sont contrôlées par des figures proches du président Erdogan (à l’instar de Cengiz Insaat, détenue par l’homme d’affaires Mehmet Cengiz), ont vu leurs contrats annulés avec la déstabilisation du pays et la guerre ouverte entre le GAN et l’Armée de libération nationale du maréchal Haftar. En portant secours au GAN, la Turquie espère rétablir un minimum de stabilité, nécessaire à la poursuite du *business* des entreprises turques implantées en Libye. L’objectif semble atteint, puisqu’en août 2020 Ankara et le GAN ont signé un accord pour renforcer leurs relations commerciales et économiques. Cet accord vise à ouvrir la voie à de nouveaux investissements turcs en Libye, permettant aux entreprises turques d’entreprendre de nouveaux projets dans le pays⁶.

En outre, Ankara intervient en Libye pour satisfaire ses ambitions énergétiques en Méditerranée orientale. En contrepartie du soutien militaire qu’elle apporte au GAN, la Turquie a en effet réussi à négocier, en novembre 2019, un accord bilatéral avec Tripoli sur la délimitation des frontières maritimes des deux pays. Ce pacte maritime turco-libyen change la donne en Méditerranée orientale. La Grèce, Chypre, l’Égypte et

5. Selon des fuites dans la presse, quelque 2 000 supplétifs syriens de l’Armée nationale syrienne ont été dépêchés en Libye dès décembre 2019. Ankara leur aurait promis une solde avantageuse, et l’obtention de la nationalité turque. H. Kodmani, L. Mathieu et C. Macé, « Neuf ans après Kadhafi, le chaos permanent », *Libération*, 17 janvier 2020, disponible sur : www.pressreader.com.

6. « La Turquie et la Libye signent un accord pour renforcer les relations commerciales et économiques », TRT, 14 août 2020, disponibles sur : www.trt.net.tr.

Israël, dans une tentative de confiner la Turquie à une zone limitée de la Méditerranée, avaient défini de façon unilatérale, sans négociation avec Ankara, leur zone de juridiction maritime (ou zone économique exclusive – ZEE), accordant des licences aux compagnies internationales pour l'exploration des ressources d'hydrocarbures au large de leurs côtes. L'accord entre Ankara et Tripoli sort la Turquie de son isolement, et lui permet de faire valoir des droits sur de vastes zones en Méditerranée orientale convoitées par la Grèce, Chypre et l'Égypte. Surtout, l'accord empiète sur les zones exclusives grecque et chypriote, et sape le projet de gazoduc EastMed censé relier Nicosie, Le Caire et Tel-Aviv.

Par ailleurs, l'intervention turque en Libye s'inscrit dans le cadre d'une volonté plus large de la Turquie de réaffirmer sa puissance après une relative perte d'influence dans la région. Bien que la Turquie ait, tout au long de la décennie 2000, réussi à s'ériger en acteur incontournable au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, le déclenchement des révolutions arabes a contrarié les prétentions turques au leadership du monde arabo-musulman, en déstabilisant l'équilibre régional sur lequel Ankara avait assis sa puissance. C'est surtout la crise syrienne qui a porté un coup d'arrêt aux ambitions régionales d'Ankara. Après avoir parié sur le renversement rapide du régime Assad et soutenu l'opposition syrienne, y compris les groupes djihadistes, pour hâter la chute du régime, Ankara s'est trouvée piégée dans l'engrenage syrien, avec une marge de manœuvre limitée face aux autres puissances présentes sur le terrain, notamment la Russie et l'Iran.

Alors que la Turquie se retrouvait isolée en Syrie, et par extension dans la région, le déclenchement de la crise libyenne a offert à Ankara une fenêtre d'opportunité pour réaffirmer ses ambitions de leader régional. En ce sens, la Libye est vue par Ankara comme un champ de compensation pour son influence perdue dans la région, et comme un nouveau tremplin pour regagner une profondeur stratégique et réaffirmer sa puissance. Surtout, l'implication de la Turquie dans le dossier libyen s'inscrit dans le cadre de la « guerre froide » régionale qui l'oppose à l'axe Le Caire – Riyad – Abou Dhabi. Sous l'image de l'opposition idéologique entre islam politique (version Frères musulmans) et autoritarisme, le bras de fer entre d'une part la Turquie et l'Égypte, d'autre part les Émirats arabes unis et l'Arabie Saoudite, se cache une rivalité pour le leadership du monde arabo-musulman. Cette rivalité trouve en Libye son nouveau terrain d'expression : en se positionnant contre les forces du maréchal Haftar appuyées par Riyad, Le Caire et Abou Dhabi, et en envoyant des supplétifs syriens se battre aux côtés du GAN à Tripoli, Ankara mène en Libye une « guerre par procuration » contre l'axe émirato-saoudo-égyptien dans

la perspective d'étendre son influence et de réaffirmer son statut de puissance régionale.

La Turquie à la conquête des ressources énergétiques en Méditerranée orientale

En parallèle à son engagement en Libye, Ankara s'est lancée dans des manœuvres militaires en Méditerranée orientale. En déployant le navire de recherche sismique *Oruç Reis* dans une zone revendiquée par Athènes, la Turquie a marqué son refus d'abandonner son bras de fer avec la Grèce, Chypre et l'Égypte, provoquant une nouvelle escalade de tensions. En soutien à la Grèce, pays membre de l'UE, Paris a déployé en août 2020 deux avions *Rafale* et deux navires de guerre en Méditerranée orientale, au large des côtes chypriotes et libanaises, provoquant l'ire de la Turquie dont le ministre des Affaires étrangères Mevlüt Çavuşoğlu a accusé la France de se comporter « comme un caïd » et d'« accentuer les tensions » en Méditerranée orientale⁷.

La posture déterminée et agressive d'Ankara s'explique par deux motivations. D'une part, la Turquie considère qu'elle a le droit de réclamer une répartition plus équitable des ressources en Méditerranée orientale : possédant la plus longue façade maritime de tous les pays bordant la Méditerranée, elle refuse d'accepter la délimitation des ZEE telle que décidée par

Ankara se sent encerclée, contournée et isolée

Athènes, Nicosie, Tel-Aviv et Le Caire, et qui lui laisse une superficie de ZEE très limitée, comparée à celle de la Grèce. Confrontée à une coalition d'États rivaux incluant la Grèce, Chypre, Israël et l'Égypte de Sissi, Ankara se voit comme encerclée, contournée et isolée, notamment après son exclusion du Forum du gaz de la Méditerranée orientale, qui a réuni tous les autres pays de la région en 2019. S'estimant lésée dans sa souveraineté, elle réagit en montrant ses muscles, pour défendre ses intérêts énergétiques et stratégiques, et empêcher le camp antiturc d'imposer ses vues sur le partage des ressources énergétiques en Méditerranée. Appuyée sur sa posture militariste, la puissance émergente turque souhaite montrer qu'elle ne peut être ignorée, que nul ne peut la placer devant le fait accompli, et qu'aucune répartition des ressources de la région ne peut se faire sans elle.

Jouant le va-t-en-guerre en Méditerranée, Recep Tayyip Erdogan cherche à pousser les Européens à renégocier la délimitation des frontières

7. Conférence de presse à Genève, 14 août 2020.

maritimes grecques et chypriotes. En recourant au *hard power* et en forçant la main de ses adversaires, il entend convaincre ces derniers d'en arriver à un accord politique avec la Turquie sur la manière dont les ressources seront partagées. C'est tout le sens des déclarations du président turc qui affirme ne vouloir de confrontation avec personne : « Nous ne sommes pas ancrés dans les tensions⁸. » Il s'agit pour la Turquie d'user de son *hard power* pour affirmer son statut de puissance et obtenir de tous la reconnaissance de ses intérêts. En ce sens, l'escalade des tensions en Méditerranée ne risque pas de mener à une confrontation ouverte : dans son bras de fer avec ses adversaires, la Turquie saura, comme à maintes reprises par le passé, faire preuve de « pragmatisme de dernière minute ». Une fois les limites de ses adversaires testées, Ankara poussera dans le sens de la négociation et d'une résolution politique de la crise.

Des considérations de politique intérieure

Derrière l'activisme turc sur tous les fronts, de la Libye à la Syrie en passant par la Méditerranée orientale, se cachent également des motifs de politique intérieure. En Turquie comme ailleurs, politique étrangère et politique intérieure sont étroitement liées. Les aventures d'Ankara dans la région et à l'international visent à conforter le pouvoir interne du président Erdogan. Fragilisé sur la scène domestique du fait, notamment, de la récession économique qui frappe le pays et de l'émergence de vrais opposants (dont le maire d'Istanbul Ekrem Imamoglu ou l'ancien ministre des Affaires étrangères Ahmet Davutoglu), le président Erdogan tente de conforter son pouvoir en détournant l'attention de l'électorat des problèmes de politique intérieure vers les enjeux de politique extérieure.

Par ailleurs, en mobilisant une théorie du complot qui présente la Turquie comme attaquée de toutes parts par des adversaires cherchant à porter un coup d'arrêt à sa marche à la puissance, Erdogan renforce le sentiment nationaliste turc et remobilise sa base électorale. Hantés par le « syndrome de Sèvres »⁹ et convaincus d'être entourés d'ennemis, les Turcs se rallient au *reis* Erdogan, vu comme un leader souverainiste et puissant, capable de défendre les intérêts de la Turquie face aux puissances « impérialistes ». En ce sens, le discours belliqueux du président turc, ses sorties théâtrales contre l'Europe, sa posture agressive sur la scène internationale, galvanisent l'opinion publique turque, et notamment

8. Conférence de presse à Ankara, 13 août 2020.

9. Depuis la signature du traité de Sèvres en 1920, qui a divisé l'Empire ottoman et l'a dépossédé d'une grande partie de ses territoires tombés sous contrôle européen, existe en Turquie une croyance populaire que des forces extérieures – en particulier les puissances occidentales – complotent pour à nouveau diviser la Turquie, porter atteinte à sa sécurité nationale, et freiner sa marche vers la puissance.

l'électorat conservateur et nationaliste, qui voit en lui un leader ferme et courageux qui ose tenir tête à un Occident dominateur et qui, dans un mouvement de revanche sur l'histoire, redonne à la Turquie sa place « naturelle » de puissance régionale.

Cette instrumentalisation de la politique étrangère à des fins de politique intérieure intervient à l'approche des élections présidentielles de 2023 – une échéance qui obsède le président Erdogan et son parti car elle coïncide avec le centenaire de la fondation de la République turque. Tout comme en 1923 Atatürk a fondé la République de Turquie en se présentant comme « le père de la Turquie », Erdogan voit dans les présidentielles de 2023 l'occasion de s'ériger en « nouveau père » de la Turquie moderne, en père d'une « nouvelle » Turquie qu'il aurait contribué à remodeler¹⁰.

Les limites de l'activisme régional turc

Bien qu'affichant sa posture volontariste et déterminée, la Turquie souffre de problèmes structurels qui sont de nature à limiter sa capacité de projection, et sa marge de manœuvre extérieure. L'activisme diplomatico-militaire actuel d'Ankara dans la région ne peut être durable sur le long terme, et ce pour plusieurs raisons.

Tout d'abord, la Turquie est aujourd'hui déployée simultanément sur plusieurs fronts (Irak, Syrie, Libye, Méditerranée orientale). Or, cette situation de « surextension » (*overstretch*) est difficile à maintenir, risquant à tout moment de se retourner contre Ankara. Présente sur de trop nombreux terrains, la Turquie risque de n'être pleinement efficace sur aucun.

En Libye Ankara se prête, de plus, à un jeu qu'elle ne maîtrise pas entièrement : celui des guerres asymétriques et par procuration. Bien que disposant de capacités importantes de *hard power* (en volume de forces, il s'agit de la deuxième armée de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord – OTAN), la Turquie est en effet plus habituée aux guerres conventionnelles qu'aux guerres irrégulières. C'est en Syrie qu'Ankara a fait sa première expérience de guerre par procuration, en se servant des groupes djihadistes pour lutter contre le régime Assad et les combattants du PYD/YPG (organisations kurdes présentes en Syrie). En envoyant des supplétifs syriens se battre en Libye aux côtés des forces du GAN, la Turquie transpose son expérience syrienne sur le terrain libyen. L'expertise et le savoir-faire turcs en matière de *proxy wars* étant limités, ce jeu peut à tout moment se retourner contre Ankara.

10. N. Cheviron et J.-F. Pérouse, *Erdogan, nouveau père de la Turquie ?*, Paris, Éditions François Bourin, 2017.

Enfin la politique étrangère turque manque aujourd'hui de vision stratégique sur le long terme. Bien qu'ayant adopté une posture proactive, Ankara ne semble pas avoir clairement défini ses objectifs stratégiques sur chacun des terrains où elle s'engage. Il apparaît plutôt que le pouvoir turc fait un usage instrumental et opportuniste de la politique étrangère à des fins intérieures (consolider sa base électorale, *booster* le sentiment nationaliste), sans trop se soucier des conséquences de long terme de ses aventures extérieures.

De façon plus générale, la diplomatie turque est confrontée à un problème commun à toutes les puissances émergentes : le décalage entre ses ambitions et ses ressources et capacités réelles. Si Ankara hausse le ton et affiche un grand volontarisme en matière de politique étrangère, il n'en demeure pas moins que les ressources et moyens dont elle dispose pour réaliser ses ambitions de leadership régional et de rayonnement international restent limités. En ce sens, elle ne peut pas s'imposer par la force, ni agir seule : en tant que puissance moyenne, elle est contrainte à emprunter la voie du multilatéralisme et à négocier avec les autres acteurs du système international sa place et son rôle dans la gouvernance régionale et mondiale.

La Turquie a transposé sur le terrain libyen son expérience syrienne

* * *

Trois constats peuvent donc éclairer le sens de la politique étrangère turque. Sous le règne de l'AKP et du président Erdogan, une nouvelle Turquie a émergé, déterminée à s'affirmer comme puissance sur la scène internationale et à s'imposer comme acteur autonome et souverain dont la conduite n'est dictée que par la poursuite de ses intérêts nationaux. Tant qu'elle n'obtient pas la reconnaissance recherchée, et que les grandes puissances refusent son entrée dans la « cour des Grands », la Turquie est encline à s'engager dans une politique de nuisance et à adopter une posture agressive. C'est à travers ce prisme que le comportement d'Ankara en Méditerranée orientale peut être compris : isolée et contournée par ses « ennemis de toujours » (Chypre et Grèce) et par ses nouveaux adversaires (Égypte, Israël), elle a recours au *hard power* pour imposer le respect de ses intérêts stratégiques, et montrer qu'elle est un acteur de poids, avec qui les « Grands » doivent apprendre à composer. Et Erdogan d'affirmer : « Nous ne laisserons aucun pays nous spolier de nos droits¹¹. »

11. Conférence de presse à Ankara, 13 août 2020.

Deuxièmement, bien que le rapprochement d'Ankara vis-à-vis de la Russie ou de l'Iran puisse être interprété comme un changement d'axe dans la politique étrangère turque dans le sens d'une rupture avec les alliés traditionnels (UE, OTAN), les fluctuations de la politique étrangère turque, et le jonglage d'Ankara entre anciens et nouveaux alliés, sont en réalité le symptôme de l'autonomisation de la Turquie sur la scène internationale, et la marque d'une « diplomatie de puissance émergente ». Celle-ci est par essence volatile et flexible : elle se réinvente sans cesse pour accompagner les évolutions de la scène internationale, maîtrise l'art du grand écart, diversifie ses relations, et élargit le réseau de ses partenaires pour faire du pays un acteur « pivot » de la scène internationale. En ce sens, et au-delà de ce que laisse entendre son discours d'opposition à l'égard de l'UE et de l'Occident, la Turquie n'a pas abandonné son rêve européen, et ne prévoit pas sa sortie de l'OTAN : le rapprochement avec Moscou ou Téhéran n'est que tactique, vise à satisfaire les intérêts de court terme d'Ankara tout en faisant pression sur l'UE et l'OTAN pour qu'elles reconnaissent le nouveau statut de « puissance » de la Turquie.

Enfin, depuis le passage au régime présidentiel de juin 2018, la Turquie connaît un phénomène de personnalisation de la politique étrangère. En clair, la politique étrangère turque est aujourd'hui incarnée et personnifiée par le président, qui la « prend en otage ». Or Erdogan a une vision particulière des relations internationales, qu'il conçoit comme un rapport de forces et un bras de fer personnel entre chefs d'États souverains. Force est pourtant de constater qu'en dépit de sa posture contestataire de l'ordre international actuel, Erdogan est un politicien réaliste, agissant avec pragmatisme et évoluant au gré des circonstances. Après avoir montré les muscles pour imposer la volonté de son pays, il a toujours su dans le passé faire triompher la voix de la raison, en faisant marche arrière par rapport à ses dérapages verbaux et en privilégiant la voie de la négociation politique sur celle de la guerre ouverte.

Reste à savoir si, avec l'approche des prochaines élections présidentielles, il continuera à agir avec réalisme en maintenant cet équilibre délicat entre confrontation verbale, menace de recours au *hard power*, et « pragmatisme de dernière minute ». Faute de quoi, il pourrait embarquer la Turquie dans des aventures dont elle n'aurait pas les moyens de sortir vainqueur...



Mots clés

Turquie
Politique étrangère turque
Méditerranée orientale
Recep Tayyip Erdogan

politique étrangère



Découvrez nos nouvelles offres d'abonnement sur le site www.revues.armand-colin.com

- ✓ Bénéficiez de services exclusifs sur le portail de notre diffuseur
- ✓ Accédez gratuitement à l'ensemble des articles parus depuis 2007
- ✓ Choisissez la formule papier + numérique ou e-only



TARIFS 2021

► S'abonner à la revue

		France TTC	Étranger HT*
Particuliers	papier + numérique	■ 80,00 €	■ 100,00 €
	e-only	■ 65,00 €	■ 80,00 €
Institutions	papier + numérique	■ 175,00 €	■ 195,00 €
	e-only	■ 130,00 €	■ 150,00 €
Étudiants**	papier + numérique	■ 70,00 €	■ 75,00 €
	e-only	■ 50,00 €	■ 55,00 €

* Pour bénéficier du tarif Étranger HT et être exonéré de la TVA à 2,1 %, merci de nous fournir un numéro intra-communautaire

** Tarif exclusivement réservé aux étudiants sur présentation d'un justificatif

► Acheter un numéro de la revue

	Tarif	Numéro (format X-20XX)	Quantité
Numéro récent (à partir de 2014)	■ 23,00 €
Numéro antérieur à 2014	■ 20,00 €
TOTAL DE MA COMMANDE		 €

Bon de commande à retourner à :

DUNOD ÉDITEUR - Service Clients - 11, rue Paul Bert - CS 30024 - 92247 Malakoff cedex, France
Tél. 0 820 800 500 - Fax. 01 41 23 67 35 - Étranger +33 (0)1 41 23 66 00 - revues@armand-colin.com

Adresse de livraison

Raison sociale :

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : |_|_|_|_| Ville : Pays :

Courriel :@.....

Règlement à l'ordre de Dunod Éditeur

- Par chèque à la commande
- À réception de facture (institutions uniquement)
- Par mandat administratif (institutions uniquement)

Date : __/__/__

Signature (obligatoire)

Je souhaite effectuer mes démarches en ligne ou par courriel/téléphone

- ✓ Je me connecte au site www.revues.armand-colin.com, onglet « ÉCO & SC. POLITIQUE »
- ✓ Je contacte le service clients à l'adresse revues@armand-colin.com ou au 0 820 800 500

En vous abonnant, vous consentez à ce que Dunod Editeur traite vos données à caractère personnel pour la bonne gestion de votre abonnement et afin de vous permettre de bénéficier de ses nouveautés et actualités liées à votre activité. Vos données sont conservées en fonction de leur nature pour une durée conforme aux exigences légales. Vous pouvez retirer votre consentement, exercer vos droits d'accès, de rectification, d'opposition, de portabilité, ou encore définir le sort de vos données après votre décès en adressant votre demande à infos@dunod.com, sous réserve de justifier de votre identité à l'autorité de contrôle. Pour en savoir plus, consultez notre Charte Données Personnelles <https://www.revues.armand-colin.com/donnees-personnelles>. Toute commande implique que vous ayez préalablement pris connaissance des conditions générales d'abonnement sur notre site : <https://www.revues.armand-colin.com/cga>

